

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), France Gendron, CPA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 30 avril 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Repentigny

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de Repentigny (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

– nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

– nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

– nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Laval, le 30 avril 2025

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A119220

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	147 594 000	146 296 758	138 571 167
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 709 000	3 728 545	3 454 615
Quotes-parts	3			
Transferts	4	28 748 840	19 005 389	11 363 188
Services rendus	5	10 565 040	11 831 375	9 628 419
Imposition de droits	6	6 474 000	11 620 756	9 263 910
Amendes et pénalités	7	3 303 000	3 205 400	3 140 826
Revenus de placements de portefeuille	8	1 740 000	2 647 517	2 870 224
Autres revenus d'intérêts	9	700 000	1 263 903	1 031 122
Autres revenus	10	1 690 370	2 118 066	514 272
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12		(10 027)	
	13	204 524 250	201 707 682	179 837 743
Charges				
Administration générale	14	24 741 100	21 026 511	19 310 523
Sécurité publique	15	38 762 860	39 161 194	33 793 623
Transport	16	40 440 300	38 904 974	38 668 488
Hygiène du milieu	17	33 003 750	32 337 962	31 301 998
Santé et bien-être	18	1 386 790	1 549 399	1 482 486
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 745 710	4 998 571	4 127 020
Loisirs et culture	20	38 698 310	40 121 086	36 972 036
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	10 052 000	8 282 699	7 675 289
Effet net des opérations de restructuration	23		(1 443)	
	24	191 830 820	186 380 953	173 331 463
Excédent (déficit) lié aux activités	25	12 693 430	15 326 729	6 506 280
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		334 688 761	328 346 823
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			(164 342)
Solde redressé	28		334 688 761	328 182 481
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		350 015 490	334 688 761

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	19 504 071	18 814 283
Débiteurs (note 5)	2	74 427 094	70 863 668
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		745 500
Autres actifs financiers (note 8)	7	1 793 505	16 860
	8	95 724 670	90 440 311
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	35 531 897	26 274 865
Revenus reportés (note 11)	12	5 244 343	5 046 664
Dette à long terme (note 12)	13	214 909 627	224 146 042
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	321 000	
Autres passifs (note 14)	15	81 674	81 674
	16	256 088 541	255 549 245
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(160 363 871)	(165 108 934)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	500 751 849	491 618 145
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	8 273 447	7 009 326
Stocks de fournitures	20	930 947	876 957
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	423 118	293 267
	23	510 379 361	499 797 695
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	350 015 490	334 688 761
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	350 015 490	334 688 761
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	350 015 490	334 688 761

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	12 693 430	15 326 729	6 506 280
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	52 596 000)(	38 212 599)(	25 035 183)
Produit de cession	3		136 267	93 094
Amortissement	4	27 431 170	28 271 381	27 808 390
(Gain) perte sur cession	5		666 143	458 621
Réduction de valeur / Reclassement	6		5 104	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(25 164 830)	(9 133 704)	3 324 922
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(1 264 121)	(1 291 728)
Variation des stocks de fournitures	10		(53 990)	(26 654)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(129 851)	(97 914)
	13		(1 447 962)	(1 416 296)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			(156 509)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(12 471 400)	4 745 063	8 258 397
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(165 108 934)	(173 367 331)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(165 108 934)	(173 367 331)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(160 363 871)	(165 108 934)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	15 326 729	6 506 280
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	28 271 381	27 808 390
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession / Réduction de valeur	3.1	1 805 305	458 621
▪ Ajustement consolidation	3.2		(156 509)
	4	45 403 415	34 616 782
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 563 426)	(2 792 041)
Autres actifs financiers	6	(1 776 645)	20 526
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	9 257 032	(388 440)
Revenus reportés	8	197 679	1 587 217
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	1 066 500	190 300
Propriétés destinées à la revente	10	(1 264 121)	(1 291 728)
Stocks de fournitures	11	(53 990)	(26 654)
Autres actifs non financiers	12	(129 851)	(97 914)
	13	49 136 593	31 818 048
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	38 212 599) (	25 035 183)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	(997 791)	93 094
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(39 210 390)	(24 942 089)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	42 470 000	49 722 254
Remboursement de la dette à long terme	25 (	51 757 407) (	55 447 131)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(19 684 159)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	50 992	(154 059)
Autres			
▪	28.1		
	29	(9 236 415)	(25 563 095)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	689 788	(18 687 136)
Solde déjà établi	31	18 814 283	37 501 419
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	18 814 283	37 501 419
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	19 504 071	18 814 283

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Repentigny est un organisme municipal constitué le 1er juin 2002, en vertu du décret 202-2002 adopté par le gouvernement du Québec. La Ville est issue du regroupement des villes de Repentigny et de Le Gardeur.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Repentigny excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Société de développement récréotouristique de Repentigny (aussi appelée RécréoNature Repentigny) : 100 %

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Ville et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les estimations comprennent la provision pour créances douteuses, le passif au titre d'assainissement des sites contaminés, les contestations d'évaluation, les diverses réclamations en justice, la durée de vie utile des immobilisations, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement de l'obligation au titre des avantages sociaux et le passif au titre de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville de Repentigny est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements temporaires dont l'échéance initiale est de douze mois ou moins.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Passifs au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ce fonds.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<u>Catégories</u>	<u>Durées</u>
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Autres	Selon la nature

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à un tel actif est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Œuvres d'art ou trésors historiques

Les œuvres d'art ou les trésors historiques ne sont pas constatés à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers de la Ville. Les montants encourus pour acquérir une œuvre d'art ou un trésor historique sont constatés immédiatement en charges.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste des revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créanciers et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé, des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allègement fiscal transitoires :
 - Mesure relative aux frais reportés : au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme;
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Partenariats public-privé (SP 3160)

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3160, « Partenariats public-privé », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences relatives au traitement comptable des partenariats conclus entre une entité du secteur public et une entité du secteur privé et selon lesquels l'entité du secteur public se dote d'un élément d'infrastructure avec l'aide d'un partenaire du secteur privé. Les partenariats public-privé constituent un modèle de financement et d'approvisionnement pour la conception, la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'éléments d'infrastructure.

Les normes du chapitre SP 3160 s'appliquent lorsque le partenaire du secteur privé est notamment responsable de la conception, de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration de l'élément d'infrastructure, en plus d'être responsable de son financement après la mise en état d'utilisation, et de son exploitation et/ou de son entretien.

Dans ces cas, la Ville comptabilise un actif au titre de l'élément d'infrastructure réalisé en partenariat public-privé au moment où elle en obtient le contrôle et comptabilise un passif en contrepartie.

L'actif au titre de l'élément d'infrastructure est comptabilisé au coût. Lorsque la durée de vie de l'actif est limitée, le coût, déduction faite de sa valeur résiduelle, est amorti sur la durée de vie utile d'une manière logique et systématique appropriée à la nature de l'actif et à son utilisation par la Ville.

La mesure initiale du passif à comptabiliser se fait au même montant que celui de l'actif afférent à l'élément d'infrastructure qui s'y rattache, moins toute contrepartie déjà cédée au partenaire du secteur privé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

Revenus (SP 3400)

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu comme incidence financière une diminution des revenus de 98 000 \$.

Éléments incorporels achetés (NOSP-8)

Le 1^{er} janvier 2024, la Ville de Repentigny a adopté les recommandations de la Note d'orientation du secteur public (NOSP-8), « Éléments incorporels achetés », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément à cette nouvelle note d'orientation, la Ville constate comme des actifs les éléments incorporels achetés lorsqu'ils répondent à la définition d'un actif ainsi qu'aux critères généraux de comptabilisation d'un actif. Ces recommandations s'appliquent à toutes les ressources économiques non monétaires, identifiables et sans substance physique qui sont acquises par la Ville dans le cadre d'une opération avec contrepartie conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	19 504 071	18 814 283
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	19 504 071	18 814 283
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	19 504 071	18 814 283
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	19 504 071	17 720 594
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	23 503 000	27 714 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives au logement social et à l'eau potable, aux excédents de fonctionnement affectés, aux revenus reportés relatifs aux fonds de parcs et de terrains de jeux et au fonds de logement social et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élevaient à 8 282 699 \$ (7 714 727 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élevaient à 1 263 903 \$ (1 031 123 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	15 637 623	14 828 781
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	6 539	22 304
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	40 775 073	41 561 328
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	7 502 888	5 183 041
Organismes municipaux	13	4 394 770	4 915 424
Autres			
▪ Constats et droits de mutation	14.1	4 893 684	3 118 484
▪ Divers	14.2	1 216 517	1 234 306
	15	74 427 094	70 863 668
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	25 760 074	27 554 987
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	6 921	13 779
Autres tiers	19		
	20	25 766 995	27 568 766
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	528 759	718 281
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	26 140 302	25 744 083
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	882 891	941 100
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	4 896 934	8 726 294
Ministère de la Culture et des Communications	25	3 787 709	3 914 163
Autres ministères/organismes	26	5 067 237	2 235 688
	27	40 775 073	41 561 328

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 3,94 % (1,67 % à 3,54 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
		37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	1 793 505	16 860
Autres			
▪	41.1		
		42	1 793 505
			16 860

Note**9. Emprunts temporaires**

Conformément au paragraphe 2 de l'article 567 de la loi sur les cités et villes, la Ville est autorisée à contracter des emprunts temporaires afin d'assurer le financement provisoire des dépenses d'investissement en attendant la réalisation du financement permanent. Au 31 décembre 2024, le montant maximal des emprunts temporaires autorisés en vertu des règlements d'emprunt approuvés par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation s'élevé à 243 957 396 \$.

La Ville a choisi de financer temporairement ses projets d'investissement à même ses liquidités, évitant ainsi le recours à de l'emprunt temporaire. Au 31 décembre 2024, le solde d'emprunt temporaire est de 0 \$ (0 \$ au 31 décembre 2023) et porte à intérêt au taux préférentiel de 5,45 % moins l'escompte 0,93 %, soit 4,52 % (6,27 % au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	9 260 117	4 681 152
Salaires et avantages sociaux	44	10 646 692	11 024 787
Dépôts et retenues de garantie	45	6 592 017	5 249 522
Provision pour contestations d'évaluation	46	85 460	50 535
Autres			
▪ Gouvernement du Québec et ses entreprises	47.1	869 572	656 713
▪ Gouvernement du Canada et ses entreprises	47.2	7 641	10 761
▪ Organismes municipaux	47.3	848 356	845 633
▪ Intérêts courus sur dette long terme	47.4	1 483 597	1 344 596
▪ Autres courus et passifs	47.5	5 738 445	2 411 166
	48	35 531 897	26 274 865

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	457 907	432 825
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres transferts	54.1	1 257 873	1 086 705
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	2 658 212	2 917 978
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	467 972	188 000
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Inscriptions Loisirs	62.1	376 018	358 718
▪ Revenus de location	62.2	21 100	57 438
▪ Fonds de stationnement	62.3	5 261	5 000
	63	5 244 343	5 046 664

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,50	2025	2044	64	212 876 000	221 408 168
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,95	5,95	2032	2032	68	3 546 478	3 906 020
Autres					69		395 697
					70	216 422 478	225 709 885
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 512 851)	(1 563 843)
					72	214 909 627	224 146 042

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		23 446 000	582 267		24 028 267
2026	74		22 621 000	582 267		23 203 267
2027	75		20 354 000	582 267		20 936 267
2028	76		19 465 000	582 267		20 047 267
2029	77		17 350 000	582 267		17 932 267
2030 et plus	78		109 640 000	1 500 346		111 140 346
	79		212 876 000	4 411 681		217 287 681
Intérêts et frais accessoires	80			(865 203)		(865 203)
	81		212 876 000	3 546 478		216 422 478

Note

Le montant des versements estimatifs sur les obligations et billets exclus le débours des refinancements venant à échéance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (321 000)	745 500
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (321 000)	745 500
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 6 333 900	5 167 900
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88 20 271	20 310
Régimes de retraite des élus municipaux	89 133 472	145 807
	90 6 487 643	5 334 017

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91 81 674	81 674
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
	94 81 674	81 674
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 () ()	
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2024, un montant de 81 674 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	154 142 084	2 133 326		156 275 410
Eaux usées	102	264 071 693	4 249 398		268 321 091
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	280 027 655	10 415 848		290 443 503
Autres					
▪ Éclairage, stationnement et autres	104.1	49 378 961	873 935	(3 382)	50 256 278
▪ Aménagement de parcs	104.2	76 718 565	2 645 558	2 354 903	77 009 220
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	104 831 044	4 473 116	(257 543)	109 561 703
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	21 458 619	3 995 741	1 114 368	24 339 992
Ameublement et équipement de bureau	109	10 445 971	603 118	882 250	10 166 839
Machinerie, outillage et équipement divers	110	10 311 938	1 697 726	9 366	12 000 298
Terrains	111	30 077 652	303 398	5 103	30 375 947
Autres	112	13 977			13 977
	113	1 001 478 159	31 391 164	4 105 065	1 028 764 258
Immobilisations en cours	114	2 271 866	6 821 435		9 093 301
	115	1 003 750 025	38 212 599	4 105 065	1 037 857 559
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	70 338 826	3 619 399		73 958 225
Eaux usées	117	141 021 401	6 255 211		147 276 612
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	155 002 301	7 534 108		162 536 409
Autres					
▪ Éclairage, stationnement et autres	119.1	28 637 549	1 866 287	(3 382)	30 507 218
▪ Aménagement de parcs	119.2	45 719 281	3 352 265	1 778 103	47 293 443
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	44 676 577	2 891 513	(350 474)	47 918 564
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	11 029 628	1 608 366	991 902	11 646 092
Ameublement et équipement de bureau	124	8 807 639	580 224	873 667	8 514 196
Machinerie, outillage et équipement divers	125	6 884 701	564 008	7 735	7 440 974
Autres	126	13 977			13 977
	127	512 131 880	28 271 381	3 297 551	537 105 710
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	491 618 145			500 751 849
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	7 471 032			7 471 032
Amortissement cumulé	130	(2 775 431)	(172 438)		(2 947 869)
Valeur comptable nette	131	4 695 601			4 523 163

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Au 31 décembre 2024, la Ville détient des œuvres d'art (sculptures, toiles) pour un montant total de 1 557 600 \$ représentant la juste valeur marchande (1 020 742 \$ en 2023).

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	6 867 457	6 828 310
Immeubles industriels municipaux	133	3 194 589	192 970
Autres	134	4 906	4 906
	135	10 066 952	7 026 186
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	1 793 505	16 860
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	8 273 447	7 009 326

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	5 768	5 947
▪ Contrats de services	143.2	218 167	105 135
▪ Immatriculation et autres	143.3	181 988	158 544
Autres			
▪ Ententes employés	144.1	17 195	23 641
	145	423 118	293 267

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

19. Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2024, la Ville de Repentigny a des engagements envers des tiers hors du périmètre comptable qui concernent principalement des contrats de service pour le déneigement, la location de propriétés et la gestion d'activités récréatives et culturelles pour un montant global de 48 584 035 \$ (48 771 791 \$ en 2023).

Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidés</u>
2025	13 981 361 \$	31 330 \$	14 012 691 \$
2026	6 701 706 \$	- \$	6 701 706 \$
2027	4 606 121 \$	- \$	4 606 121 \$
2028	3 977 852 \$	- \$	3 977 852 \$
2029	3 693 120 \$	- \$	3 693 120 \$
2030 et suivantes	15 592 545 \$	- \$	15 592 545 \$
Total :	48 552 705 \$	31 330 \$	48 584 035 \$

De plus, au 31 décembre 2024, les engagements relatifs aux activités d'investissement se chiffrent à 33 649 132 \$ (24 463 437 \$ en 2023).

20. Droits contractuels

Les droits contractuels sont estimés à 4 172 676 \$. Ils représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des services rendus concernant la gestion d'affiches publicitaires et de location.

	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidés</u>
2025	767 667 \$	- \$	767 667 \$
2026	678 815 \$	- \$	678 815 \$
2027	321 802 \$	- \$	321 802 \$
2028	312 769 \$	- \$	312 769 \$
2029	321 893 \$	- \$	321 893 \$
2030 à 2044	1 769 730 \$	- \$	1 769 730 \$
Total :	4 172 676 \$	- \$	4 172 676 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ S/O	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Centre à nous	148.1	2 500 000	1 630 771
	149	2 500 000	1 630 771
	150	2 500 000	1 630 771

La Ville s'est engagée à prendre caution solidaire des obligations aux termes du contrat de prêt pour la construction d'un centre communautaire.

La Ville s'est engagée, conjointement avec le Comité organisateur des Internationaux de tennis junior du Canada à Repentigny, à indemniser Tennis Canada pour toute dépense, tout dommage, toute réclamation, toute poursuite, toute procédure, tout jugement et tout frais découlant directement ou indirectement de la tenue des compétitions et des gestes posés pour ou au nom du Comité ou pour le non-respect des termes de l'entente.

B) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

C) Poursuites

Des poursuites en cours ont été intentées contre Ville de Repentigny pour un montant de 1 713 928 \$.

De l'avis de ses conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à verser.

Au 31 décembre 2024, aucune provision n'a été comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière de la Ville.

D) Autres**Passif éventuel – SP3260 – Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

En plus du terrain pour lequel un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés est déjà comptabilisé, la Ville possède des terrains potentiellement contaminés ou présentant un risque de contamination et, pour lesquels, des études environnementales sont en cours. Ces études pourraient démontrer la nécessité de procéder à des travaux de réhabilitation afin de rendre les sites conformes.

Au 31 décembre 2024, aucun passif n'est comptabilisé étant donné qu'il est impossible de déterminer l'ampleur de la contamination et d'en évaluer les coûts.

22. Actifs éventuels

La Ville a intenté des poursuites pour un montant de 353 295 \$.

De l'avis de ses conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à recevoir.

Au 31 décembre 2024, aucun actif n'a été comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière de la Ville.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2024	2023
Actifs financiers en souffrance		
Moins d'un an	21 579 626 \$	22 879 358 \$
1 à 2 ans	1 916 432 \$	1 602 351 \$
2 à 3 ans	129 120 \$	14 688 \$
3 à 4 ans	4 564 \$	5 222 \$
5 ans et plus	- \$	2 324 \$
Sous-total	23 629 742 \$	24 503 943 \$
Moins : provision pour créances douteuses	(528 759) \$	(718 281) \$
Total	23 100 983 \$	23 785 662 \$

La variation de la provision pour créances douteuses de l'exercice s'explique comme suit :

	2024	2023
Solde au début	(718 281) \$	(594 931) \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	133 974 \$	(173 173) \$
Montants recouvrés ou radiés	55 548 \$	49 823 \$
Solde à la fin	(528 759) \$	(718 281) \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	De 1 an à			
	Moins de 1 an	3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	35 531 897 \$	-	-	-
Dettes à long terme*	24 028 267 \$	44 139 534 \$	37 979 534 \$	111 140 346 \$
Autres passifs financiers	6 326 017 \$	-	-	-
Total	64 886 181 \$	44 139 534 \$	37 979 534 \$	111 140 346 \$
*Intérêts sur la dette à long terme (montants non inclus dans la dette à long terme)	6 818 140 \$	13 021 736 \$	10 271 024 \$	27 735 816 \$

27. Informations relatives aux apparentés

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives.

Au cours de l'exercice financier, la Ville a versé des transferts discrétionnaires au montant de 539 643 \$ aux entités apparentées.

La Ville s'est engagée à verser aux entités apparentées des transferts discrétionnaires au montant de 563 718 \$ échéant de 2025 à 2030.

Ces transferts discrétionnaires ont été conclus à des valeurs différentes de celles qui auraient été établies si les entités n'avaient pas été apparentées. Ces valeurs correspondent aux montants des contreparties payées et déterminées entre les parties.

Au cours de l'exercice financier, la Ville n'a pas conclu d'opérations non monétaires avec une entité apparentée.

28. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

29. Travaux de réfection et d'élargissement du pont Rivest

La Ville et le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDÉT) ont signé une entente de collaboration pour les travaux de réfection et d'élargissement du pont Rivest. La Ville agit à titre de gestionnaire du projet et refacture l'engagement financier du MTMDÉT à 65 % des coûts associés à la réalisation du projet.

Le rapport financier présente la contribution au net de la contribution du MTMDÉT. La facturation de l'engagement du MTMDÉT est présentée en contrepartie de la dépense de fonctionnement et d'investissement.

En 2024, l'impact de cette entente dans le rapport financier est la suivante :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Fonctionnement (\$28)	Investissement (\$14)	Total
Coût des travaux :	10 425 725 \$	723 497 \$	11 149 222 \$
Contribution MTMDÉT :	(6 662 961) \$	(469 365) \$	(7 132 326) \$
Charges nettes - Transport :	3 762 764 \$	254 132 \$	4 016 896 \$

30. Opérations de restructuration

Fin de l'entente de partenariat pour la fourniture du service de prévention et de lutte contre les incendies

Au renouvellement de l'entente intermunicipale pour la fourniture d'un service de prévention et de lutte contre les incendies (au 1er janvier 2024), des modifications importantes ont été apportées afin de ne plus qualifier l'entente à titre de partenariat selon la norme SP 3060. Ces modifications s'appliquent sans qu'il y ait retraitement des chiffres correspondants des exercices précédents.

Lorsqu'un redressement est apporté dans l'exercice sans retraitement des chiffres correspondants des exercices antérieurs, ce redressement est exceptionnellement présenté à la ligne Révision d'estimations comptables et autres ajustements à l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette).

États des résultats

Revenus d'investissement - Effet net des opérations de restructuration	(10 027 \$)
Charges - Effet net des opérations de restructuration	(1 443 \$)

État de la situation financière

Immobilisations	550 208 \$
Dette à long terme	(376 832 \$)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 443 \$
Financement des investissements en cours	40 034 \$
Investissement net dans les éléments à long terme	(173 376 \$)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	138 571 167	147 594 000	146 296 758			146 296 758
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 454 615	3 709 000	3 728 545			3 728 545
Quotes-parts	3						
Transferts	4	5 253 169	7 168 000	9 127 685		1 002 785	9 132 690
Services rendus	5	9 024 171	10 411 230	11 054 422		1 346 660	11 831 375
Imposition de droits	6	9 263 910	6 474 000	11 620 756			11 620 756
Amendes et pénalités	7	3 139 298	3 303 000	3 205 400			3 205 400
Revenus de placements de portefeuille	8	2 869 604	1 740 000	2 647 081		436	2 647 517
Autres revenus d'intérêts	9	1 031 122	700 000	1 263 903			1 263 903
Autres revenus	10	164 837	224 770	418 812		(1 100 658)	427 212
Effet net des opérations de restructuration	11			1 586 291			
	12	172 771 893	181 324 000	190 949 653		1 249 223	190 154 156
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	6 099 928	21 572 000	9 872 699			9 872 699
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17		1 600				
Autres	18	318 900	1 464 000	2 824 912			1 690 854
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20			(415 845)		405 818	(10 027)
	21	6 418 828	23 037 600	12 281 766		405 818	11 553 526
	22	179 190 721	204 361 600	203 231 419		1 655 041	201 707 682
Charges							
Administration générale	23	18 826 945	24 295 630	20 566 571	454 671	5 269	21 026 511
Sécurité publique	24	32 586 292	37 585 380	37 720 729	1 440 465		39 161 194
Transport	25	28 903 861	30 688 940	29 069 968	9 830 274	21 459	38 904 974
Hygiène du milieu	26	20 960 079	22 954 920	21 926 042	10 411 920	25 000	32 337 962
Santé et bien-être	27	1 482 486	1 386 790	1 549 399			1 549 399
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 040 786	4 642 870	4 914 116	82 335	9 658	4 998 571
Loisirs et culture	29	30 952 751	32 635 470	33 965 612	5 884 468	1 814 228	40 121 086
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	7 603 386	10 052 000	8 282 699			8 282 699
Effet net des opérations de restructuration	32					1 584 848	(1 443)
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	27 351 865	27 332 000	28 104 133	(28 104 133)		
	34	172 708 451	191 574 000	186 099 269		3 460 462	186 380 953
Excédent (déficit) lié aux activités	35	6 482 270	12 787 600	17 132 150		(1 805 421)	15 326 729

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 482 270	12 787 600	17 132 150	(1 805 421)	15 326 729
Moins : revenus d'investissement	2	(6 418 828)	(23 037 600)	(12 281 766)	(405 818)	(11 553 526)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	63 442	(10 250 000)	4 850 384	(2 211 239)	3 773 203
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	27 351 865	27 332 000	28 104 133	167 248	28 271 381
Produit de cession	5	87 740		136 267	2 464 892	136 267
(Gain) perte sur cession	6	439 015		666 143	1 134 058	666 143
Réduction de valeur / Reclassement	7			5 104		5 104
	8	27 878 620	27 332 000	28 911 647	3 766 198	29 078 895
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9	69 533		(8 578)		(8 578)
Réduction de valeur / Reclassement	10			(5 104)		(5 104)
	11	69 533		(13 682)		(13 682)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 438 161	6 045 060	2 866 327		2 866 327
Remboursement de la dette à long terme	17	(25 666 157)	(22 898 000)	(24 785 722)	(2 464 892)	(24 785 722)
	18	(23 227 996)	(16 852 940)	(21 919 395)	(2 464 892)	(21 919 395)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(399 873)		(1 106 508)	(672 225)	(1 778 733)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 261	207 830	492 988		492 988
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 225 596	1 106 050	3 329 101		3 329 101
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 951 071)	(1 492 940)	(4 890 764)		(4 890 764)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(53 254)	(50 000)	21 025		21 025
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	823 659	(229 060)	(2 154 158)	(672 225)	(2 826 383)
	26	5 543 816	10 250 000	4 824 412	629 081	4 319 435
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 607 258		9 674 796	(1 582 158)	8 092 638

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	6 418 828	12 281 766	405 818	11 553 526
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	415 243)(	1 637 737)(	)	1 637 737)
Sécurité publique	3 (	710 322)(	6 998 980)(	)	3 400 030)
Transport	4 (	12 546 564)(	11 464 251)(	134 768)(	11 599 019)
Hygiène du milieu	5 (	7 719 931)(	12 533 692)(	)	12 533 692)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	22 213)(	327 262)(	)	327 262)
Loisirs et culture	8 (	2 724 967)(	8 177 402)(	537 457)(	8 714 859)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	24 139 240)(	41 139 324)(	672 225)(	38 212 599)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	1 340 735)(	3 027 084)(	)	3 027 084)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	15 359 238	16 412 382		13 947 490
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	399 873	1 106 508	672 225	1 778 733
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	680 000	(77 175)		(77 175)
Excédent de fonctionnement affecté	17	623 794	442 503		442 503
Réserves financières et fonds réservés	18	3 633 063	5 914 836		5 914 836
	19	5 336 730	7 386 672	672 225	8 058 897
	20	(4 784 007)	(20 367 354)		(19 233 296)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 634 821	(8 085 588)	405 818	(7 679 770)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	16 550 148	18 541 604	962 467	19 504 071
Débiteurs (note 5)	2	70 824 906	74 272 092	155 002	74 427 094
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	745 500			
Autres actifs financiers (note 8)	7	16 860	1 793 505		1 793 505
	8	88 137 414	94 607 201	1 117 469	95 724 670
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	26 154 870	35 391 179	140 718	35 531 897
Revenus reportés (note 11)	12	5 030 246	5 238 890	5 453	5 244 343
Dettes à long terme (note 12)	13	221 681 150	214 909 627		214 909 627
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		321 000		321 000
Autres passifs (note 14)	15	81 674	81 674		81 674
	16	252 947 940	255 942 370	146 171	256 088 541
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(164 810 526)	(161 335 169)	971 298	(160 363 871)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	487 688 017	499 915 694	836 155	500 751 849
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	7 009 326	8 273 447		8 273 447
Stocks de fournitures	20	876 957	930 947		930 947
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	251 526	362 531	60 587	423 118
	23	495 825 826	509 482 619	896 742	510 379 361
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	8 899 093	12 774 138	226 885	13 001 023
Excédent de fonctionnement affecté	25	12 718 072	14 330 406	805 000	15 135 406
Réserves financières et fonds réservés	26	9 837 133	9 897 249		9 897 249
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(11 320 788)	(13 063 894)		(13 063 894)
Financement des investissements en cours	28	923 319	(8 246 457)		(8 246 457)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	309 958 471	332 456 008	836 155	333 292 163
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	331 015 300	348 147 450	1 868 040	350 015 490
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	64 832 770	62 721 732	63 452 717	57 773 685
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	16 345 650	15 623 380	15 814 545	13 741 604
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	52 192 740	49 589 805	48 803 265	45 750 782
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	8 240 780	6 631 334	6 631 334	6 138 383
D'autres organismes municipaux	10	130	131	131	184
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	714 320	724 207	724 207	710 911
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	1 096 770	927 027	927 027	825 811
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	18 040 910	18 136 190	18 136 190	16 667 816
Transferts	15	106 150	110 735	110 735	145 991
Autres	16	51 500	51 296	51 296	40 091
Autres					
Transferts	17	2 505 280	3 556 730	3 531 730	3 404 267
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	27 332 000	28 104 133	28 271 381	27 808 389
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Créances douteuses	21.1	10 000	(160 491)	(155 222)	137 940
Réclamations dommages et intérêts	21.2	105 000	83 060	83 060	185 609
Effet net de la restructuration	21.3			(1 443)	
	22	191 574 000	186 099 269	186 380 953	173 331 463

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 001 023	10 793 136
Excédent de fonctionnement affecté	2	15 135 406	13 438 072
Réserves financières et fonds réservés	3	9 897 249	9 837 133
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(13 063 894)	(11 320 788)
Financement des investissements en cours	5	(8 246 457)	517 501
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	333 292 163	311 423 707
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	350 015 490	334 688 761
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	12 774 138	8 899 093
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	226 885	1 894 043
	11	13 001 023	10 793 136
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Remboursement de la dette/capital	12.1	301 113	326 775
▪ Transport collectif	12.2	1 000 000	500 000
▪ Acquisitions et déploiement immobilier	12.3	4 089 752	3 589 751
▪ Surplus - Centre Récréatif de Repentigny	12.4	1 685 270	1 826 785
▪ Divers programmes municipaux	12.5	2 717 868	3 588 358
▪ Éventualités ou imprévus	12.6	4 536 403	2 886 403
	13	14 330 406	12 718 072
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RécréoNature Repentigny	14.1	805 000	720 000
	15	805 000	720 000
	16	15 135 406	13 438 072

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Eau potable	17.1 3 465 959	1 867 079
▪ Logement social	17.2 2 403	2 403
	18 3 468 362	1 869 482
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 3 855 575	6 924 433
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 1 536 114	730 752
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 1 037 198	312 466
Autres		
▪	30.1	
	31 6 428 887	7 967 651
	32 9 897 249	9 837 133

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	797 022)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪ Autre financement long terme	55.1 (	13 023 383)(
	56 (	13 820 405)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	756 511
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	756 511
	63 (	13 063 894)(
		777 537
		11 320 788)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	10 519 569	10 105 014
Investissements à financer	65 (	18 766 026)(	9 587 513)
	66	(8 246 457)	517 501
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	500 751 849	491 618 145
Propriétés destinées à la revente	68	10 066 952	7 026 186
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	510 818 801	498 644 331
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	510 818 801	498 644 331
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	214 909 627)(	224 146 042)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	1 512 851)(	1 563 843)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	27 125 380	28 911 680
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	13 381 611	11 842 701
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	175 915 487)(	184 955 504)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	1 611 151)(	2 265 120)
	82 (	177 526 638)(	187 220 624)
	83	333 292 163	311 423 707

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Repentigny et le régime de retraite des policiers de la Ville de Repentigny sont des régimes à prestations déterminées enregistrés conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec. Les prestations au titre des services sont calculées en fonction du nombre d'années de service créditées multiplié par un pourcentage du salaire. Les participants et l'employeur se partagent le financement des régimes de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions des régimes. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle. La dernière évaluation actuarielle a été effectuée en date du 31 décembre 2021.

Autres informations

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2021.

Description du régime supplémentaire de retraite

Le régime supplémentaire de retraite représente une entente entre la Ville de Repentigny et un employé cadre retraité quant aux modalités de prise de retraite dont la charge est assumée par la Ville.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 745 500	935 800
Charge de l'exercice	4 (6 333 900)(	5 167 900)
Cotisations versées par l'employeur	5 5 267 400	4 977 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (321 000)	745 500
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 184 365 000	172 541 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (192 888 800)(	180 852 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (8 523 800)	(8 311 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 8 202 800	9 056 600
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (321 000)	745 500
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (321 000)	745 500
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 184 365 000	172 541 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (192 888 800)(	180 852 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (8 523 800)(	8 311 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 9 509 200	8 975 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 124 600	
	20 9 633 800	8 975 600
Cotisations salariales des employés	21 (4 895 100)(	4 643 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 4 738 700	4 332 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 1 137 600	626 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 5 876 300	4 958 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 10 439 400	9 927 700
Rendement espéré des actifs	32 (9 981 800)(	9 718 300)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 457 600	209 400
Charge de l'exercice	34 6 333 900	5 167 900
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 9 904 800	2 434 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (9 981 800)(	9 718 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (77 000)	(7 283 800)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (206 800)	2 590 900
Prestations versées au cours de l'exercice	39 8 243 300	7 551 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 190 236 900	166 827 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42 43 300	41 300
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 5 232 100	3 254 200
DMERCA du nouveau volet	45 16	16
DMERCA de l'ancien volet	46 11	11
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 30	30
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,75 %	5,74 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,74 %	5,83 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		2
Description des régimes et autres renseignements			
Régimes enregistrés d'épargne retraite - R.E.E.R. collectif et individuels. Certains employés participent à ces régimes où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. La dépense de l'exercice correspond à la cotisation versée en contrepartie des services courants.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	20 271	20 310
Autres régimes	115		
	116	20 271	20 310

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	12	12

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118	30 542	33 566
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	102 930	112 442
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	30 542	33 365
	121	133 472	145 807

Note

Lors des négociations de la convention collective 2018-2023, les participants actifs au régime de retraite des policiers se sont engagés à assumer la moitié du coût résiduel du déplafonnement du salaire moyen admissible au calcul de prestations de retraite. À compter du 1^{er} janvier 2023, les participants doivent compenser annuellement la Ville par une réduction du salaire régulier équivalent à 0,8 % à titre de financement du coût de déplafonnement des salaires. Au 31 décembre 2024, la valeur associée à ce remboursement futur par les participants actifs au régime des policiers est de 1 737 900 \$.

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	84 520 880	84 126 112	85 976 344
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	24 090 420	23 975 694	23 440 222
Activités de fonctionnement	3	8 869 220	8 826 981	
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	117 480 520	116 928 787	109 416 566
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	7 743 670	7 163 758	6 761 364
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	6 251 330	6 184 300	6 111 782
Matières résiduelles	15	6 594 300	6 544 087	6 493 599
Autres				
▪ Entretien des réseaux	16.1	5 624 550	5 575 325	5 538 658
▪ Eau de rejets/Compensation exc.	16.2	225 000	294 845	252 172
▪ Chambres locatives	16.3			38 464
Centres d'urgence 9-1-1	17	757 000	722 560	644 935
Service de la dette	18	2 909 000	2 883 431	3 313 292
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	8 630	(335)	335
Activités d'investissement	21			
	22	30 113 480	29 367 971	29 154 601
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	30 113 480	29 367 971	29 154 601
	27	147 594 000	146 296 758	138 571 167

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	130	144	138
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	74 910	86 389	74 890
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	968 910	969 757	877 070
Cégeps et universités	32	59 400	59 451	56 816
Écoles primaires et secondaires	33	2 554 800	2 556 997	2 397 234
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	3 658 150	3 672 738	3 406 148
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	50 370	55 332	47 992
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	480	475	475
Taxes d'affaires	38			
	39	50 850	55 807	48 467
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	3 709 000	3 728 545	3 454 615

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		9 500	5 097
Sécurité publique				
Police	48	468 590	884 406	821 035
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51		351 227	351 227
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	166 810	441 441	192 121
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55	3 580	4 866	3 607
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62		4 732	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	263 630	173 980	230 614
Réseau de distribution de l'eau potable	64	119 440	136 496	124 757
Traitement des eaux usées	65	110 500	83 413	127 511
Réseaux d'égout	66	305 820	436 158	152 658
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70		474 836	474 836
Autres	71			
Cours d'eau	72		2 676	769 438
Protection de l'environnement	73	9 990	4 571	23 738
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	691	691	
Autres	76			1 703
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	373 470	479 447	361 673
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	398 700	453 872	484 724
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	414 920	484 526	478 706
Autres	85	125 550	203 662	116 684
Réseau d'électricité	86			
	87	2 761 000	4 625 768	3 894 066

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89	900 000		
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	5 201 000	3 183 503	3 183 503
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	9 000 000	1 174 411	1 174 411
Réseau de distribution de l'eau potable	105	1 541 000	3 196 289	3 196 289
Traitement des eaux usées	106	1 474 000	922 296	922 296
Réseaux d'égout	107	1 938 000	1 110 215	1 110 215
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114	10 000		
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123		43 070	43 070
				125 038
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	1 408 000	49 515	49 515
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126	100 000	193 400	193 400
Réseau d'électricité	127			
	128	21 572 000	9 872 699	9 872 699
				6 099 928

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	4 407 000	4 501 917	4 501 917
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	4 407 000	4 501 917	4 501 917
TOTAL DES TRANSFERTS	140	28 740 000	19 000 384	19 005 389
				11 363 188

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141	246 820	212 479	234 693
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	246 820	212 479	234 693
Sécurité publique				
Police	145	1 999 000	1 900 794	1 769 286
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	2 096 390	1 543 352	137 859
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	4 095 390	3 444 146	1 907 145
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	1 151 000	1 297 614	1 341 853
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	245 590	240 853	264 508
Réseaux d'égout	160	81 200	105 685	104 110
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			500
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	1 477 790	1 644 152	1 710 971

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179		570 977	109 033
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182		570 977	109 033
Réseau d'électricité	183			
	184	5 820 000	5 300 777	5 871 754
				3 961 842

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185	28 500	24 840	50 143
Évaluation	186	62 000	103 379	78 294
Autres	187	240 820	249 452	235 883
	188	331 320	377 671	364 320
Sécurité publique				
Police	189	454 650	521 439	677 044
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	77 950	95 601	98 321
Sécurité civile	192			
Autres	193	4 000	11 063	13 877
	194	536 600	628 103	789 242
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	35 000	30 282	19 347
Enlèvement de la neige	196	25 000	23 056	24 440
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202		677	677
	203	60 000	54 015	43 787
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	100 000	137 387	142 517
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207		4 058	4 058
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	3 500	3 310	2 710
Autres	210	11 000	10 477	11 983
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	114 500	155 232	157 210

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	49 400	263 367	88 803
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222	22 400	21 820	21 645
Autres	223	84 900	83 244	83 216
	224	156 700	368 431	193 664
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	3 021 060	3 497 239	3 652 711
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	17 030	87 044	24 645
Autres	227	354 020	585 910	440 998
	228	3 392 110	4 170 193	4 118 354
Réseau d'électricité	229			
	230	4 591 230	5 753 645	5 666 577
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	10 411 230	11 054 422	9 628 419

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	473 650	919 826	979 501
Droits de mutation immobilière	233	6 000 000	10 700 480	8 284 309
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235	350	450	100
	236	6 474 000	11 620 756	9 263 910
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	3 303 000	3 205 400	3 140 826
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	1 740 000	2 647 081	2 870 224
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	700 000	1 263 903	1 031 122
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(666 143)	(458 621)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		158 356	338 585
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	1 600		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246		569 963	7 507
Autres contributions	247	75 250	152 178	84 615
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	1 613 520	3 029 370	542 186
	250	1 690 370	3 243 724	514 272
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251		1 170 446	(10 027)

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 305 240	2 485 104	52 145	2 537 249	2 537 249	2 129 708
Greffe et application de la loi	2	3 177 110	2 896 795	75 190	2 971 985	2 971 985	2 809 012
Gestion financière et administrative	3	11 511 600	8 282 492	258 372	8 540 864	8 540 864	8 404 854
Évaluation	4	1 694 940	1 561 287	22 523	1 583 810	1 583 810	1 161 978
Gestion du personnel	5	1 978 080	1 853 559	15 795	1 869 354	1 869 354	1 643 490
Autres							
▪ Service de communication	6.1	2 309 510	2 001 135	29 923	2 031 058	2 031 058	1 758 482
▪ Assurances, réclamations et autres	6.2	1 319 150	1 486 199	723	1 486 922	1 492 191	1 402 999
	7	24 295 630	20 566 571	454 671	21 021 242	21 026 511	19 310 523
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	25 554 810	24 677 494	809 037	25 486 531	25 486 531	24 014 464
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	10 940 090	11 169 704	624 824	11 794 528	11 794 528	8 735 571
Sécurité civile	11	115 930	981 047	6 013	987 060	987 060	204 642
Autres	12	974 550	892 484	591	893 075	893 075	838 946
	13	37 585 380	37 720 729	1 440 465	39 161 194	39 161 194	33 793 623
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	11 259 840	10 940 502	7 839 349	18 779 851	18 779 851	19 359 649
Enlèvement de la neige	15	8 833 890	7 447 454	279 764	7 727 218	7 727 218	7 765 712
Éclairage des rues	16	582 880	689 052	920 479	1 609 531	1 609 531	1 587 553
Circulation et stationnement	17	1 067 110	1 122 592	683 994	1 806 586	1 806 586	1 833 121
Transport collectif							
Transport en commun	18	8 900 220	8 826 660	2 923	8 829 583	8 829 583	7 975 036
Transport aérien	19						
Transport par eau	20	45 000	43 708		43 708	48 440	43 656
Autres	21			103 765	103 765	103 765	103 761
	22	30 688 940	29 069 968	9 830 274	38 900 242	38 904 974	38 668 488

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 981 570	4 490 441	1 805 463	6 295 904	6 295 904	6 429 376
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 719 050	2 113 218	2 038 673	4 151 891	4 151 891	3 982 477
Traitement des eaux usées	25	3 818 690	3 859 549	1 242 287	5 101 836	5 101 836	4 559 197
Réseaux d'égout	26	3 822 680	3 896 262	5 187 097	9 083 359	9 083 359	8 865 917
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 581 890	1 560 750	710	1 561 460	1 561 460	1 472 988
Élimination	28	803 860	1 479 140		1 479 140	1 479 140	1 002 561
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	(302 980)	244 503		244 503	244 503	363 782
Tri et conditionnement	30	1 009 470	223 901		223 901	223 901	180 921
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 566 040	1 575 179		1 575 179	1 575 179	1 493 970
Traitement	32	223 940	(264 384)		(264 384)	(264 384)	(6 761)
Matériaux secs	33	1 032 610	1 027 002	255	1 027 257	1 027 257	1 237 999
Autres	34	305 950	303 131	323	303 454	303 454	276 911
Plan de gestion							
Autres	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37		177 667	35 864	213 531	213 531	36 364
Protection de l'environnement	38	1 392 150	1 239 683	101 248	1 340 931	1 340 931	1 406 266
Autres	39						30
	40	22 954 920	21 926 042	10 411 920	32 337 962	32 337 962	31 301 998
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	770 900	919 075		919 075	919 075	750 305
Autres	42	11 790	26 643		26 643	26 643	1 544
Sécurité du revenu							
Autres	43						
Autres	44	604 100	603 681		603 681	603 681	730 637
	45	1 386 790	1 549 399		1 549 399	1 549 399	1 482 486

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 854 530	2 607 614	75 794	2 683 408	2 683 408	2 472 932
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47			359	359	359	359
Autres biens	48	527 960	540 230		540 230	540 230	482 076
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	1 048 390	1 137 262	35	1 137 297	1 137 297	903 920
Tourisme	50	37 380	10 169	816	10 985	13 105	733
Autres	51	123 090	576 872	1 553	578 425	578 425	139 677
Autres	52	51 520	41 969	3 778	45 747	45 747	127 323
	53	4 642 870	4 914 116	82 335	4 996 451	4 998 571	4 127 020
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	4 020 090	4 770 833	441 144	5 211 977	5 211 977	4 645 527
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 141 770	2 930 874	31 045	2 961 919	2 961 919	3 005 842
Piscines, plages et ports de plaisance	56	4 784 710	4 432 050	675 536	5 107 586	5 185 719	4 563 280
Parcs et terrains de jeux	57	9 450 330	10 867 772	3 206 508	14 074 280	14 074 280	12 356 797
Parcs régionaux	58	735 630	930 616		930 616	988 551	882 488
Expositions et foires	59	364 080	558 510	19 789	578 299	713 237	656 226
Autres	60	298 950	385 630	44 947	430 577	430 577	309 632
	61	22 795 560	24 876 285	4 418 969	29 295 254	29 566 260	26 419 792
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	1 892 020	1 675 171	1 130 493	2 805 664	2 805 664	2 759 012
Bibliothèques	63	4 516 790	4 040 317	265 820	4 306 137	4 306 137	4 465 423
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	1 101 130	866 988	19 912	886 900	886 900	989 215
Autres ressources du patrimoine	65			13 991	13 991	13 991	10 833
Autres	66	2 329 970	2 506 851	35 283	2 542 134	2 542 134	2 327 761
	67	9 839 910	9 089 327	1 465 499	10 554 826	10 554 826	10 552 244
	68	32 635 470	33 965 612	5 884 468	39 850 080	40 121 086	36 972 036

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	8 339 190	6 814 438		6 814 438	6 814 438	6 294 800
Autres frais	71	616 040	541 234		541 234	541 234	554 678
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	496 770	457 600		457 600	457 600	209 400
Autres	73	600 000	469 427		469 427	469 427	616 411
	74	10 052 000	8 282 699		8 282 699	8 282 699	7 675 289
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					(1 443)	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	27 332 000	28 104 133 (	28 104 133)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 856 068	1 856 068	1 779 924
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 278 250	3 278 250	279 385
Usines et bassins d'épuration	3	1 862 572	1 862 572	377 494
Conduites d'égout	4	5 042 614	5 042 614	4 886 572
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 324 615	10 324 615	10 040 984
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	684 987	684 987	1 156 413
Aires de stationnement	9	123 973	123 973	4 365
Parcs et terrains de jeux	10	4 973 607	5 013 854	1 830 978
Autres infrastructures	11	106 678	68 964	117 403
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 025 340	3 025 340	254 456
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 300 931	1 300 931	610 121
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	5 968 620	2 958 029	2 672 950
Ameublement et équipement de bureau	18	674 717	671 278	391 567
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 837 954	1 697 726	632 371
Terrains	20	78 398	303 398	200
Autres	21			
	22	41 139 324	38 212 599	25 035 183

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 856 068	1 856 068	1 779 924
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 278 250	3 278 250	279 385
Usines et bassins d'épuration	3	1 862 572	1 862 572	377 494
Conduites d'égout	4	5 042 614	5 042 614	4 886 572
Autres infrastructures	5	16 213 860	16 216 393	13 150 143
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	12 885 960	9 956 702	4 561 665
	12	41 139 324	38 212 599	25 035 183

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	326 775	1 850 000	1 875 662	301 113
Réserves financières et fonds réservés	3	730 753	1 084 188	278 827	1 536 114
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	16 624 059	2 050 207	5 080 125	13 594 141
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	179 113 687	37 404 474	42 652 702	173 865 459
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	196 795 274	42 388 869	49 887 316	189 296 827
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	27 554 987	1 112	1 796 025	25 760 074
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	13 779		6 858	6 921
Autres tiers	12				
	13	27 568 766	1 112	1 802 883	25 766 995
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	1 342 914	80 019	64 548	1 358 385
	15	28 911 680	81 131	1 867 431	27 125 380
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	16				
	17	2 931		2 660	271
	18	28 914 611	81 131	1 870 091	27 125 651
	19	225 709 885	42 470 000	51 757 407	216 422 478
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	225 709 885	42 470 000	51 757 407	216 422 478

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	216 422 478
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	18 766 026
Activités de fonctionnement à financer	3	(183 171)
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 837 227
Débiteurs	8	25 766 995
Autres montants	9	1 358 656
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	4 385 069
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	201 657 386
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	201 657 386
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	1 409 929
Autres organismes	17	11 868 000
Endettement total net à long terme	18	214 935 315
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	214 935 315
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	550 660	557 347	473 495
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	340	345	294
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	8 871 490	8 796 246	7 941 683
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	6 100 000	6 032 167	5 654 604
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	170 630	193 411	441 493
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	711 250	873 378	743 023
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	26 830	19 603	28 067
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 018 220	1 041 191	763 926
Autres	21	51 520	50 547	54 013
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	539 970	571 955	567 218
Réseau d'électricité	24			
	25	18 040 910	18 136 190	16 667 816

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	41 139 324	24 139 240
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	41 139 324	24 139 240

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	131,20	33,75	239 033,00	15 705 452	3 970 941	19 676 393
Professionnels	2	5,00	33,75	6 605,00	625 658	132 484	758 142
Cols blancs	3	280,50	33,50	497 411,00	17 489 363	4 211 608	21 700 971
Cols bleus	4	133,10	40,00	289 162,00	11 305 593	2 841 674	14 147 267
Policiers	5	93,70	40,00	222 684,00	11 903 076	3 273 568	15 176 644
Pompiers	6	49,00	40,00	118 119,00	4 545 556	974 760	5 520 316
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	692,50		1 373 014,00	61 574 698	15 405 035	76 979 733
Élus	9	13,00			1 147 034	218 345	1 365 379
	10	705,50			62 721 732	15 623 380	78 345 112

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	173 980	358 865	815 546		1 348 391
Réseau de distribution de l'eau potable	3	136 496	1 225 502	1 970 787		3 332 785
Traitement des eaux usées	4	83 413	281 826	640 470		1 005 709
Réseaux d'égout	5	200 559	663 786	682 028		1 546 373
Autres	6	8 121 561	3 147 418	389 512	108 635	11 767 126
	7	8 716 009	5 677 397	4 498 343	108 635	19 000 384

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	17 832	16 696
Évaluation	2	4 990	3 395
Autres	3	106 555	80 988
	4	129 377	101 079
Sécurité publique			
Police	5	255 277	155 384
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	181 916	35 040
Sécurité civile	8	42	74
Autres	9		
	10	437 235	190 498
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	3 138 754	2 771 567
Enlèvement de la neige	12	41 780	27 311
Autres	13	335 978	333 655
Transport collectif	14	3 532	4 070
Autres	15	27 951	30 250
	16	3 547 995	3 166 853
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	351 757	398 198
Réseau de distribution de l'eau potable	18	588 049	547 866
Traitement des eaux usées	19	271 428	320 389
Réseaux d'égout	20	1 167 896	1 118 088
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22	81	140
Autres	23	28 830	44 433
Cours d'eau	24	14 073	15 247
Protection de l'environnement	25	165 617	161 162
Autres	26		
	27	2 587 731	2 605 523
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	145 863	73 948
Rénovation urbaine	34	33	29
Promotion et développement économique	35	724	294
Autres	36		
	37	146 620	74 271
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 096 628	1 128 138
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	15 838	12 040
Autres	40	321 275	324 984
	41	1 433 741	1 465 162
Réseau d'électricité			
	42		
	43	8 282 699	7 603 386

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Nicolas Dufour	1.1 Maire	115 460	19 422	26 500	
Raymond Masse	1.2 Conseiller	46 751	19 422		
Raymond Masse	1.3 Maire suppléant	2 528			
Jacques Prescott	1.4 Conseiller	46 751	19 422		
Karine Benoit	1.5 Conseiller	46 751	19 422		
Luc Rhéaume	1.6 Conseiller	46 751	19 422		
Bernard Landreville	1.7 Conseiller	46 751	19 422	9 729	
Bernard Landreville	1.8 Maire suppléant	2 519			
Martine Roux	1.9 Conseiller	46 751	19 422		
Joubert Simon	1.10 Conseiller	46 751	19 422		
Jennifer Robillard	1.11 Conseiller	46 751	19 422		
Martine Gendron	1.12 Conseiller	46 751	19 422		
Martine Gendron	1.13 Maire suppléant	1 817			
Kevin Buteau	1.14 Conseiller	46 751	19 422		
Kevin Buteau	1.15 Maire suppléant	907			
Chantal Routhier	1.16 Conseiller	46 751	19 422		
Normand Urbain	1.17 Conseiller	46 751	19 422		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	14 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 535 380 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 4 168 985 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 77 529 \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Redevance 1 : montant de 55 614.39 \$, règlement #576

Redevance 2 : montant de 5 142.71 \$, règlement #576

Redevance 3 : montant de 5 581.46 \$, règlement #576

Redevance 4 : montant de 11 190.85 \$, règlement #576

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ 32 423 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 CM 060-09-03-21
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2021-03-09

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 10
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 7 466
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 2 490
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 7

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-30 21:35

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	172 771 893	181 324 000	190 949 653	1 249 223	190 154 156
Investissement	2	6 418 828	23 037 600	12 281 766	405 818	11 553 526
	3	179 190 721	204 361 600	203 231 419	1 655 041	201 707 682
Charges	4	172 708 451	191 574 000	186 099 269	3 460 462	186 380 953
Excédent (déficit) lié aux activités	5	6 482 270	12 787 600	17 132 150	(1 805 421)	15 326 729
Moins : revenus d'investissement	6 (	6 418 828)(	23 037 600)(	12 281 766)(	405 818)(	11 553 526)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	63 442	(10 250 000)	4 850 384	(2 211 239)	3 773 203
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	27 351 865	27 332 000	28 104 133	167 248	28 271 381
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	2 438 161	6 045 060	2 866 327		2 866 327
Remboursement de la dette à long terme	10 (	25 666 157)(	22 898 000)(	24 785 722)(	2 464 892)(	24 785 722)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	399 873)(	)	1 106 508)(	672 225)(	1 778 733)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 223 532	(229 060)	(1 047 650)		(1 047 650)
Autres éléments de conciliation	13	596 288		793 832	3 598 950	793 832
	14	5 543 816	10 250 000	4 824 412	629 081	4 319 435
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	5 607 258		9 674 796	(1 582 158)	8 092 638

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	16 550 148	18 541 604	19 504 071	18 814 283
Débiteurs	2	70 824 906	74 272 092	74 427 094	70 863 668
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4				
Autres	5	762 360	1 793 505	1 793 505	762 360
	6	88 137 414	94 607 201	95 724 670	90 440 311
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8				
Créditeurs et charges à payer	9	26 154 870	35 391 179	35 531 897	26 274 865
Revenus reportés	10	5 030 246	5 238 890	5 244 343	5 046 664
Dette à long terme	11	221 681 150	214 909 627	214 909 627	224 146 042
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		321 000	321 000	
Autres	13	81 674	81 674	81 674	81 674
	14	252 947 940	255 942 370	256 088 541	255 549 245
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(164 810 526)	(161 335 169)	(160 363 871)	(165 108 934)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	487 688 017	499 915 694	500 751 849	491 618 145
Autres	17	8 137 809	9 566 925	9 627 512	8 179 550
	18	495 825 826	509 482 619	510 379 361	499 797 695
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	8 899 093	12 774 138	13 001 023	10 793 136
Excédent de fonctionnement affecté	20	12 718 072	14 330 406	15 135 406	13 438 072
Réserves financières et fonds réservés	21	9 837 133	9 897 249	9 897 249	9 837 133
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	11 320 788)(	13 063 894)(	13 063 894)(	11 320 788)
Financement des investissements en cours	23	923 319	(8 246 457)	(8 246 457)	517 501
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	309 958 471	332 456 008	333 292 163	311 423 707
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	331 015 300	348 147 450	350 015 490	334 688 761

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Remboursement de la dette/capital	1.1	301 113	326 775
▪ Transport collectif	1.2	1 000 000	500 000
▪ Acquisitions et déploiement immobilier	1.3	4 089 752	3 589 751
▪ Surplus - Centre Récréatif de Repentigny	1.4	1 685 270	1 826 785
▪ Divers programmes municipaux	1.5	2 717 868	3 588 358
▪ Éventualités ou imprévus	1.6	4 536 403	2 886 403
	2	14 330 406	12 718 072
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	805 000	720 000
	4	15 135 406	13 438 072
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Eau potable	5.1	3 465 959	1 867 079
▪ Logement social	5.2	2 403	2 403
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	3 855 575	6 924 433
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	1 536 114	730 752
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	1 037 198	312 466
Autres			
▪	14.1		
	15	9 897 249	9 837 133
	16	25 032 655	23 275 205

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	201 657 386
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	214 935 315

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 837 227	1 057 528
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	173 865 459	179 113 687
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 594 141	16 624 059
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	25 760 074	27 554 987
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 365 577	1 359 624
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	216 422 478	225 709 885

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	138 571 167	147 594 000	146 296 758	146 296 758
Compensations tenant lieu de taxes	13	3 454 615	3 709 000	3 728 545	3 728 545
Quotes-parts	14				
Transferts	15	5 253 169	7 168 000	9 127 685	9 132 690
Services rendus	16	9 024 171	10 411 230	11 054 422	11 831 375
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	15 272 812	11 517 000	17 473 237	17 473 673
Autres	18	1 195 959	924 770	3 269 006	1 691 115
	19	172 771 893	181 324 000	190 949 653	190 154 156
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	6 099 928	21 572 000	9 872 699	9 872 699
Autres	23	318 900	1 465 600	2 409 067	1 680 827
	24	6 418 828	23 037 600	12 281 766	11 553 526
	25	179 190 721	204 361 600	203 231 419	201 707 682

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	24 295 630	20 566 571	454 671	21 021 242	21 026 511	19 310 523
Sécurité publique							
Police	2	25 554 810	24 677 494	809 037	25 486 531	25 486 531	24 014 464
Sécurité incendie	3	10 940 090	11 169 704	624 824	11 794 528	11 794 528	8 735 571
Autres	4	1 090 480	1 873 531	6 604	1 880 135	1 880 135	1 043 588
Transport							
Réseau routier	5	21 743 720	20 199 600	9 723 586	29 923 186	29 923 186	30 546 035
Transport collectif	6	8 945 220	8 870 368	2 923	8 873 291	8 878 023	8 018 692
Autres	7			103 765	103 765	103 765	103 761
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	15 341 990	14 359 470	10 273 520	24 632 990	24 632 990	23 836 967
Matières résiduelles	9	6 220 780	6 149 222	1 288	6 150 510	6 150 510	6 022 371
Autres	10	1 392 150	1 417 350	137 112	1 554 462	1 554 462	1 442 660
Santé et bien-être	11	1 386 790	1 549 399		1 549 399	1 549 399	1 482 486
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 854 530	2 607 614	75 794	2 683 408	2 683 408	2 472 932
Promotion et développement économique	13	1 208 860	1 724 303	2 404	1 726 707	1 728 827	1 044 330
Autres	14	579 480	582 199	4 137	586 336	586 336	609 758
Loisirs et culture	15	32 635 470	33 965 612	5 884 468	39 850 080	40 121 086	36 972 036
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	10 052 000	8 282 699		8 282 699	8 282 699	7 675 289
Effet net des opérations de restructuration	18					(1 443)	
	19	164 242 000	157 995 136	28 104 133	186 099 269	186 380 953	173 331 463
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	27 332 000	28 104 133 (	28 104 133)			
	21	191 574 000	186 099 269		186 099 269	186 380 953	173 331 463

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 418 828	12 281 766	405 818	11 553 526
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	24 139 240)(	41 139 324)(	672 225)(	38 212 599)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 340 735)(	3 027 084)(	)	3 027 084)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	15 359 238	16 412 382		13 947 490
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	399 873	1 106 508	672 225	1 778 733
Excédent accumulé	6	4 936 857	6 280 164		6 280 164
	7	(4 784 007)	(20 367 354)		(19 233 296)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 634 821	(8 085 588)	405 818	(7 679 770)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14